

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

299 rue du General De Gaulle
59700 Marcq en Baroeul

Tél : +336 72 99 87 62
Mél : daphne.ponnet@bureauveritas.com

N° affaire : 27639162/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **80/MONTDIDIER/CONST IRM**
25 RUE AMAND DE VIENNE
80500 MONTDIDIER

Destinataire :

CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL
SYBILLE QUILLIET
25 RUE ARMAND DE VIENNE
80500 MONTDIDIER

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
12/08/2025	Rev0	Rédaction initiale du présent document	Daphné PONNET
05/09/2025	Rev1	Ajout éléments suivant interférences avec CH mail du 05/09 MOE	Daphné PONNET

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	6
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	12
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	13
3.2.6. Stockage	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	13
3.2.8. Cantonnements et entretien	14
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	14
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier	14
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	15
4. MESURES DE COORDINATION SPS	16
4.1. Définition des séquences d'interventions	16
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	24
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	24
4.3.2. Déplacement de protection collective	24
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	24
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	25
4.4. Equipement de levage	25
4.4.1. Autorisation de survol	25
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	25
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	25

4.5.1. Approvisionnements et stockage	25
4.5.2. Travaux superposés	25
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	25
4.5.4. Protection contre le bruit	26
4.5.5. Protection contre l'incendie	26
4.5.6. Travaux en hauteur	26
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	26
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	27
4.6. Moyens communs	27
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	27
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	27
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	27
4.6.4. Protection des accès – Auvents	27
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	28
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	29
5.1. Stockages sur le chantier	29
5.2. Nettoyage	29
5.3. Enlèvement des déchets	29
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	29
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	30
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	30
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	31
6.1. Déclarations particulières	31
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	31
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	31
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	31
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	31
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	31
6.7. Locaux témoins	32
7. ORGANISATION DES SECOURS	33
7.1. Téléphone de secours	33
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	33
7.3. Travail isolé	33
7.4. Procédure d'organisation des secours	33
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	33
7.6. Point de rencontre secours	34
7.7. Modèle de fiche de secours	35
ANNEXES AU P.G.C.	36

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- CCTP
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Construction d'un bâtiment pour IRM pour le CHIMR

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : Lot séparés en marché public

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 8 septembre 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 10

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Respect de la démarche "chantier propre"

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : Il est décomposé en 8 lots.

- Lot 1 Gros-œuvre étendue
- Lot 2 Couverture étanchéité
- Lot 3 CVC Plomberie
- Lot 4 Electricité
- Lot 5 Fluides médicaux
- Lot 6 Menuiseries intérieures Plâtreries
- Lot 7 Peintures Sols collés
- Lot 8 VRD

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 6 à 60

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL	25 RUE ARMAND DE VIENNE 80500 MONTDIDIER	sibille.quillet@chimr.fr	SYBILLE QUILLIET
Assistant Maîtrise d'ouvrage	AMOME Conseils		nicolas.piel@groupe-amome.com	Nicolas PIEL
Architecte / Maître d'œuvre	GUILLOU ARCHITECTE		eric.guillou@guillou-architecte.fr	Eric GUILLOU
CARSAT	CARSAT	12 Rue Gresset 80 000 Amiens	contactprevention@carsat-nordpicardie.fr	Contact

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
DREETS	DREETS DE PICARDIE	Unité Territoriale de la SOMME - 40, rue de la Vallée 80 042 Amiens	picard- ut80.uc2@direccte.gouv.fr	Thierry DAVERGNE
OPPBTP	OPPBTP - Agence d'Amiens	Village Oasis - 2, place des Abiès 80 044 Amiens	amiens@oppbtp.fr	Herman JEANNE

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Ouvre. pour non remise de document, et l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel et si l'entreprise ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le soustraitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en oeuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,

- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Demandes de branchement à faire aux concessionnaires par Lot GO.

Campagne de communication à réaliser par le lot GO auprès de l'exploitant concernant les impacts potentiels engendrés par le chantier sur l'environnement proche (bruit, poussières, circulations...).

Le lot GO prends en charge:

- La fourniture, le transport à pied d'œuvre et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des travaux projetés.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Clôtures de chantier à mettre en place sur la totalité de la périphérie des travaux afin de rendre le chantier clos et indépendant.

Le lot GO prendra en compte les démarches à accomplir auprès de la ville pour les emprises sur le domaine public.

Toutes les zones d'intervention des entreprises sont balisées, voire clôturées afin qu'elles soient interdites au public, signalisation à prévoir en conséquence, panneaux chantier interdit au public...

Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur du lot gros œuvre a en charge, à l'emplacement désigné par le maître d'œuvre, la fourniture et pose du panneau réglementaire du chantier de dimension 4m*3m; Les frais du panneau de chantier étant à la charge du compte prorata

Le maître d'œuvre définira une organisation vis à vis de de l'ouverture et de la fermeture des accès au chantier de manière à ce que le chantier soit clos en dehors des heures d'activités

3.2.2. Accès

L'accès piétons doit être séparé des accès VL et PL.

L'entreprise titulaire du lot GROS-OEUVRE établira les accès aux différents lieux de travaux à partir des routes existantes

Voir plan d'installation de chantier rédigé par le lot GO

La chaussée publique devra être nettoyée dès que besoin s'en fera sentir, à charge de l'entreprise titulaire du lot GROS-OEUVRE

3.2.3. Circulations

Le chantier est desservi par des voies publiques. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions afin

d'assurer la continuité des cheminements piétons limitrophes
=> lot GO pour la mise en place et gestion

Les circulations intérieures sont maintenues propres et dégagées.
Nettoyage autant que nécessaire des circulations.
Mise en place éclairage dans les circulations intérieures et extérieures par le lot GO.
Voir plan d'installation de chantier.

3.2.4. Signalisation

Ils seront conformes aux règles de police et aux prescriptions du Maître d'OEuvre en accord avec le Coordonnateur SPS, lequel aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise, tous dispositifs supplémentaires, clôtures, lanternes qu'il jugerait nécessaires. Dans tous les cas, y compris celui où le Maître d'OEuvre aurait usé du droit qui vient d'être défini, le lot GO sera seule responsable des accidents qui seraient reconnus provenir de sa négligence ou de celle de ses agents et ouvriers.

A mettre dans toutes les zones d'interventions et suivant les besoins par le lot GO

3.2.5. Stationnements

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier est interdit à l'intérieur de la zone travaux ainsi qu'en dehors des zones prévues à cet effet. Celles-ci seront portées sur le plan général des installations de chantier.

Les entreprises mettront tout en oeuvre pour transporter de manière collective leur personnel.

3.2.6. Stockage

Chaque Entreprise prendra :

- toutes les dispositions nécessaires à la livraison de ses matériels dans les délais et à la continuité du chantier (moyens humains et matériels) afin de respecter le planning.
- toutes les dispositions afin de prévoir et obtenir les créneaux de livraison nécessaires, auprès de l'HOPITAL de façon à respecter le fonctionnement des Services et le planning contractuel d'exécution.

Créneaux Horaires pour les Livraisons et l'évacuation des déchets : 7h à 18H

Les Stockages devront respecter les zones définies et en aucun cas gêner les circulations et présenter des risques au titre de la sécurité incendie et hygiénique.

Vu la proximité de l'Hélistation, Mise en place des bennes fermées

La manutention interdite durant l'approche d'hélicoptère

Les gravats poussiéreux seront mis en sac fermé dans les bennes fermées.

Si nécessaire des protections sols-murs seront mises en place à travers le Hall et jusqu'à la zone chantier..

Un nettoyage complet sera réalisé après chaque livraison de façon à respecter les Clauses d'hygiène de l'hôpital

En cas de défaillance le cout d'intervention des services de nettoyage de L'hôpital serait à la charge de l'Entreprise défaillante.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Électricité de chantier:

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du décret du 14.11.1988 et de la Norme NFC 15100.

Les locaux techniques électriques devront être maintenus fermés et une procédure d'intervention devra être mise en oeuvre pour tous travaux à l'intérieur. Une procédure de consignation sera mise en place par du personnel habilité (Copie de la procédure à transmettre au coordonnateur SPS).

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur

les chantiers.

Le lot GO prévoit des tableaux de répartition électrique équipés de disjoncteurs et différentiels sur l'ensemble du chantier.

NB : environ 1 tableau tous les 25m

Eclairage:

Mis en place de l'éclairage par le lot GO dans les circulations horizontales et verticales afin qu'il reste efficace jusqu'à la mise en place de l'éclairage définitif ainsi que sur zones de stockage.

Mis en place par les entreprises sur leur zone de travail (éclairage portatif).

Privilégier les éclairages basse consommation type fluorescent ou LED afin d'éviter les risques de brûlures.

Eau:

Mise en place en nombre suffisant des points d'eau sur le chantier prévu par le lot GO. Prévoir alimentation dans les étages pour le second oeuvre.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Cantonnements et entretien (y compris nettoyage) à la charge du lot GO pour l'ensemble des entreprises intervenantes.

Le dimensionnement des cantonnements devra être adapté en permanence à l'effectif du chantier.

Aucun repas ne sera pris sur le chantier en dehors des cantonnements.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

L'ensemble des entreprises réaliseront le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement.

Le chantier est maintenu en constant état de propreté ; chaque entrepreneur enlève les débris et gravois causés par ses propres travaux et laisse place nette chaque soir et après chaque opération ou intervention.

Le Maître d'Ouvre pourra, s'il le juge nécessaire et/ou suite à demande du CSPS, faire intervenir sur le chantier, une entreprise de nettoyage à la charge des entreprises défaillantes.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Rédaction du projet de plan d'installation de chantier à la charge du lot GO à partir des surfaces laissées disponibles par le maître d'oeuvre dans son organisation de chantier. Cf PIC proposé

Le plan d'installation sera transmis au CSPS pour avis.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **GROS OEUVRE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,

- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **GROS OEUVRE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE-VRD	FIN DE CHANTIER
Accès	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
Circulations	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
Signalisation	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
Stationnement	GROS OEUVRE	TCE	FIN DE CHANTIER
Stockage	GROS OEUVRE	TCE	FIN DE CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
Coffret électrique général	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
Cantonnement	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
Infirmier de chantier	SO		
Nettoyage hors cantonnement	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
PIC	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
Protections collectives	GROS OEUVRE	TCE	FIN DE CHANTIER
Accès hauteur communs	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	FIN DE CHANTIER
Déchets - Gravats	GROS OEUVRE	TCE	FIN DE CHANTIER
Mesures COVID	TCE		

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 CLOS COUVERT		GO / ETANCHEIT E / MENUI EXT / CVC / ELEC	Déplacement de plain-pied Engins et matériels Travail en hauteur Travaux à point chaud Produits dangereux Collision, heurt Chute d'objets, éclats Eclairage Contraintes météorologiques Rupture, effondrement Routier, autoroutier Choc, coupure, piqure Manutention manuelle	Respect du balisage des différentes zones par tous les intervenants => TCE Mise en place des protections collectives au fur et à mesure de l'avancement => GROS OEUVRE Interdiction d'enlever les protections collectives sans l'accord du gros oeuvre et proposer dans le PPSPS les modes opératoires de dépose et repose => TCE Les entreprises devant approvisionner dans les étages, le feront à partir des recettes mises en place par le gros oeuvre, recettes qui évolueront à l'avancement du chantier => TCE Lors des visites d'inspections communes, les entreprises fourniront les FDS pouvant générer un risque pour les autres corps d'état => TCE Mise en place de l'éclairage dans les circulations et les coffrets de répartition dans les différents niveaux en nombre suffisant et à l'avancement=> GROS OEUVRE Création, diffusion et mise à jour des plans d'installation et de circulation => GROS OEUVRE + à respecter par TCE Abonnement alertes météo et diffusion à tous => GROS OEUVRE Interdiction de levage / grosse manutention en cas de vent violent (respect des préconisations constructeur et modes opératoires) La maîtrise d'oeuvre organisera la stabilité et l'accessibilité de la plate-forme en périphérie des bâtiments pendant toute la durée du chantier Le MOE et le CSPS organiseront le nettoyage des zones de travaux, de circulations et de stockages. Gestion des bennes à déchets => GROS OEUVRE Les entreprises lors de la visite d'inspection commune définiront

				<p>leur besoin en aire de stockage. Ces besoins seront étudiés en réunion de chantier avec le MAITRE D'OEUVRE et/ou l'OPC. Les réseaux provisoires chemineront par les gaines techniques permettant ne pas encombrer les zones de circulation internes et externes.</p> <p>Dans le cas du non respect des présentes mesures, il appartiendra au maître d'oeuvre de les faire appliquer sur demande du CSPS => MAITRE D'OEUVRE</p>
<p>2 AMENAGEMENTS INTERIEURS</p>		<p>SECOND OEUVRE</p>	<p>Travail en hauteur Eclairage Manutention manuelle Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Travaux à point chaud Produits dangereux Collision, heurt Chute d'objets, éclats Engins et matériels</p>	<p>Entretien journalier et continuité des protections collectives jusqu'à la réception du chantier => GROS OEUVRE</p> <p>Toute entreprise souhaitant supprimer une protection collective se devra d'en avertir le GROS OEUVRE, le MOE et le CSPS et proposer un mode opératoire garantissant la protection équivalente pour son personnel et les autres corps d'état</p> <p>Entretien journalier de l'éclairage des circulations du chantier => GROS OEUVRE</p> <p>Respect des circulations et zones de stockage => TCE</p> <p>La maîtrise d'oeuvre organisera la stabilité et l'accessibilité de la plateforme en périphérie des bâtiments pendant toute la durée du chantier</p> <p>Le MOE et le CSPS organiseront le nettoyage des zones de travaux, de circulations et de stockages.</p> <p>Gestion des bennes à déchets => GROS OEUVRE</p> <p>Les entreprises lors de la visite d'inspection commune définiront leur besoin en aire de stockage. Ces besoins seront étudiés en réunion de chantier avec le MAITRE D'OEUVRE et/ou l'OPC. Les réseaux provisoires chemineront par les gaines techniques permettant ne pas encombrer les zones de circulation internes et externes.</p> <p>Lors des visites d'inspections communes, les entreprises fourniront les FDS pouvant générer un risque pour les autres corps d'état => TCE</p>

				<p>Interdiction de mise en place de poste de travail et de stockage dans les zones de circulation</p> <p>Dans le cas du non respect des présentes mesures, il appartiendra au maître d'oeuvre de les faire appliquer sur demande du CSPS => MAITRE D'OEUVRE</p>
<p>3</p> <p>AMENAGEMENTS</p> <p>EXTERIEURS</p>		<p>CLOTURES</p> <p>ESPACES</p> <p>VERTS/</p> <p>VRD /</p> <p>FACADES</p>	<p>Travail en hauteur</p> <p>Engins et matériels</p> <p>Voisinage</p> <p>Réseaux</p> <p>Déplacement de plain-pied</p> <p>Collision, heurt</p> <p>Chute d'objets, éclats</p>	<p>Entretien journalier et continuité des protections collectives jusqu'à la réception du chantier => GROS OEUVRE</p> <p>Toute entreprise souhaitant supprimer une protection collective se devra d'en avertir le GROS OEUVRE, le MOE et le CSPS et proposer un mode opératoire garantissant la protection équivalente pour son personnel et les autres corps d'état</p> <p>Entretien journalier de l'éclairage des circulations du chantier => GROS OEUVRE</p> <p>Respect des circulations et zones de stockage => TCE</p> <p>La maîtrise d'oeuvre organisera la stabilité et l'accessibilité de la plateforme en périphérie des bâtiments et des accès aux bâtiments pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Le lot VRD assurera la mise en place de passerelles sécurisées au dessus de ses tranchées permettant de garantir la continuité des cheminements piétons et engins sur le chantier => MAITRE D'OEUVRE / VRD</p> <p>Le MOE et le CSPS organiseront le nettoyage des zones de travaux, de circulations et de stockages.</p> <p>Gestion des bennes à déchets => GROS OEUVRE</p> <p>Les entreprises lors de la visite d'inspection commune définiront leur besoin en aire de stockage. Ces besoins seront étudiés en réunion de chantier avec le MAITRE D'OEUVRE et/ou l'OPC.</p> <p>Les réseaux provisoires chemineront par les gaines techniques permettant ne pas encombrer les zones de circulation internes et externes.</p> <p>Lors des visites d'inspections communes, les entreprises fourniront les FDS pouvant générer</p>

				<p>un risque pour les autres corps d'état => TCE</p> <p>DICT à effectuer par les lots gros oeuvre, terrassement, fondation et toutes entreprises concernées.</p> <p>Réseaux existants actifs à signaler sur le PIC + baliser/signaler sur le chantier (ex: piquetage / marquage au sol / mise en place de portiques de signalisation...) => organisation à définir lors de la réunion préparatoire ou VIC</p> <p>Dans le cas du non respect des présentes mesures, il appartiendra au maître d'oeuvre de les faire appliquer sur demande du CSPS => MAITRE D'OEUVRE</p>
--	--	--	--	--

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - CLOS COUVERT

GO / ETANCHEITE / MENUI EXT / CVC / ELEC

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Platelage pour circulation sur zone ferrailage. Approvisionnement à l'avancement. => GROS OEUVRE</p> <p>Le lot COUVERTURE assurera l'accès en toiture soit par l'intérieur du bâtiment ou par une tour d'accès extérieure.</p>	<p>Respect du plan d'installation de chantier et du balisage des différentes zones mis en place par le gros oeuvre => TCE</p>
Engins et matériels	<p><u>Approvisionnement :</u> Aire de stockage et de préparation à définir avec le Maître d'OEuvre à l'avancement du chantier => GROS OEUVRE Nettoyage des zones à effectuer régulièrement par l'ensemble des intervenants => TCE Planification des travaux à faire valider par MO et MOE et à diffuser => TCE</p> <p><u>Grue : => GROS OEUVRE</u> Balisage des zones de levage Chef de manoeuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Mise en place d'un système d'interférence de grue et de zones interdites</p> <p><u>Engins : => TCE</u> Bip de recul / Gyrophare sur engin / Planification des travaux / Nettoyage des zones => TCE CACES et autorisations de conduite obligatoires pour les lots concernés => TCE</p>	<p>Port de vêtements à haute visibilité obligatoire pour tous les intervenants => TCE Respect des zones de stockage des matériaux, pas de stockage dans les circulations => TCE</p>
Travail en hauteur	<p>Mise en place des protections collectives au fur et à mesure de l'avancement et de l'élévation du bâtiment => GROS OEUVRE Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail => GROS OEUVRE Lors de la visite d'inspection commune du lot MENUISERIES EXTERIEURES et ETANCHEITE en présence du lot GROS OEUVRE, il sera défini les méthodes et moyens mis en œuvre pour garantir la continuité des protections collectives.</p>	<p>Respect des protections collectives du gros oeuvre => TCE</p>
Travaux à point chaud	<p>Mise en place d'un extincteur sur le poste de</p>	<p>Respect des balisages mis en</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	travail par le lot concerné. Port des EPI adaptés - balisage des zones de travaux à risque pour les autres corps d'état	place => TCE
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvants, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en oeuvre de produits à base de solvant. FDS à insérer dans le PPSPS => TCE	
Collision, heurt	Laisser l'accessibilité à l'ouvrage / Signalisation / Balisage des zones à risque => GROS OEUVRE	Port du gilet à haute visibilité => TCE Respect des balisages en place => TCE
Chute d'objets, éclats	Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de travail par la mise en place de balisage (carottage...) => TCE Mise en place de tunnel aux entrées de bâtiments => GROS OEUVRE Plinthes sur plancher => GROS OEUVRE Nettoyage en pied de façade à l'avancement => GROS OEUVRE	Respect des balisages en place / pas de travaux en superposition de tâches => TCE
Eclairage	Mise en place d'un éclairage adapté au poste de travail, dans les circulations et suivant conditions météo / maintenance quotidienne => GROS OEUVRE	S'assurer de la bonne visibilité sur le cheminement jusqu'au poste de travail => TCE Éclairage du poste à charge de chaque entreprise => TCE
Contraintes météorologiques	Abonnement météo => GROS OEUVRE Assurer en permanence la stabilité des levages => GROS OEUVRE Pas de travaux par grand vent (au-delà de 70 km/h) => TCE	
Rupture, effondrement	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de construction. Etalement provisoire des éléments en cours de pose.. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute Lors des coulages, interdire l'accès sous les zones de coulage à l'ensemble des corps d'état => GROS OEUVRE	Respect des balisages en place, interdiction d'accès sous les zones de coulage ou zones à risque d'effondrement => TCE Stockage : voir avec le GO pour les charges admissibles sur plancher => TCE
Routier, autoroutier	Signalisation / nettoyage voirie / homme trafic => GROS OEUVRE	
Choc, coupure, piqure	Protéger les aciers en attente => GROS OEUVRE	Respect des protections mises en place par le gros oeuvre => TCE
Manutention manuelle	Approvisionnement à la grue ou au lift => GROS OEUVRE	Convention d'utilisation commune de la grue à établir avec le gros oeuvre => TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
		Privilégier les manutentions mécaniques et assurer la stabilisation des engins (grue, toupie...) => TCE

Séquence : 2 - AMENAGEMENTS INTERIEURS

SECOND OEUVRE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	Mise en place à l'avancement des protections collectives, par l'entreprise qui génère le risque: clôtures, tunnels, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité. => TCE	Interdiction de démontage de protections collectives sans accord de l'entreprise installatrice => TCE Port des EPI adaptés => TCE
Eclairage	Mise en place à l'avancement dans les circulations et maintenance quotidienne => GROS OEUVRE	Mise en place d'un éclairage sur les postes de travail => TCE
Manutention manuelle	Limiter le port des charges lourdes / privilégier les manutentions mécaniques. Respect des cheminements en place. => TCE	
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. => TCE	
Inhalation poussières	Privilégier les découpes avec aspiration à la source ou à l'extérieur. Port des EPI adaptés. => TCE	
Travaux à point chaud	Mise en place d'un extincteur sur le poste de travail par le lot concerné. Port des EPI adaptés - balisage des zones de travaux à risque pour les autres corps d'état	Respect des balisages mis en place => TCE
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvants, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en oeuvre de produits à base de solvant. FDS à insérer dans le PPSPS => TCE	
Collision, heurt	Laisser l'accessibilité à l'ouvrage / Signalisation / Balisage des zones à risque => TCE	Respect des cheminements de circulation et des balisages => TCE
Chute d'objets, éclats	Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de travail par la mise en place de balisage (carottage...) => TCE	Respect des balisages en place / pas de travaux en superposition de tâches => TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	<u>Approvisionnement :</u> Aire de stockage à définir avec le Maître d'Ouvre à l'avancement du chantier => TCE <u>Grue : => TCE</u> Balisage des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Mise en place d'un système d'interférence de grue et de zones interdites <u>Engins : => TCE</u> Bip de recul / Gyrophare sur engin / Planification des travaux / Nettoyage des zones => TCE CACES et autorisations de conduite obligatoires pour les lots concernés => TCE	Port de vêtements à haute visibilité obligatoire pour tous les intervenants => TCE Respect des zones de stockage des matériaux, pas de stockage dans les circulations => TCE

Séquence : 3 - AMENAGEMENTS EXTERIEURS

CLOTURES ESPACES VERTS/ VRD / FACADES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	FACADIER : Mise en place d'un échafaudage de façade	FACADIERS : Accès à l'échafaudage aux seules personnes autorisées.
Engins et matériels	VRD : Respect du plan de circulation des engins Donner le besoin en zone de stockage au maître d'œuvre Baliser la zone de levage; CACES et autorisations de conduite obligatoires pour les lots concernés.	Maîtrise d'œuvre : Faire mettre en place une plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments;
Voisinage	VRD : Respecter la voie publique et la maintenir propre.	
Réseaux	DICT à effectuer par l'entreprise de VRD et les entreprises qui interviennent pour les concessionnaires;	
Déplacement de plain-pied	VRD : Respecter le balisage des différentes zones.	
Collision, heurt	VRD : Bip de recul / Gyrophare sur engin Laisser l'accessibilité à l'ouvrage / Signalisation / Balisage des zones à risque	Prendre en compte la présence et le balisage des zones => TCE
Chute d'objets, éclats	Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de travail par la mise en place de balisage => TCE Mise en place de balisage autour des zones à risque de chute => FACADIER Plinthes sur plancher / échafaudage => FACADIER Nettoyage en pied de façade à l'avancement => FACADIER	Respect des balisages en place / pas de travaux en superposition de tâches => TCE

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de **Gros-œuvre** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de **Gros-œuvre**
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence, une entreprise sera désignée par le MOE pour effectuer les travaux. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence, une entreprise sera désignée par le MOE pour effectuer les travaux. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

L'entreprise mettra tout en oeuvre pour privilégier l'utilisation de produits non dangereux.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des moyens de lutte contre l'incendie.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en oeuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au

maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

NB : L'utilisateur de l'échafaudage devra s'assurer que l'échafaudage mis à sa disposition est adapté aux travaux qu'il devra réaliser (étude de charge / hauteur de plancher / encorbeillement / etc).

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires devra être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Sans objet

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Tri sélectif des déchets.

A la charge de chaque entreprise d'évacuer ses déchets à l'avancement des travaux.

A charge de chacun de s'impliquer, afin de démontrer son savoir faire.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Le chantier devra être tenu dans un constant état de propreté et parfaitement en ordre. Cela s'entend pour les zones de travail et de stockage, ainsi que pour les zones de cantonnement et de cheminement.

Chaque entreprise est responsable de l'enlèvement et de l'évacuation de ses gravats. Chaque entreprise doit le nettoyage, le ramassage et la manutention de ses déchets et gravats jusqu'à un emplacement extérieur fixé

sur le plan d'organisation dans les bennes prévues à cet effet au fur et à mesure de leur production. Pour se faire, l'entreprise titulaire du lot GROS-OEUVRE assurera la mise en place de bennes en nombre suffisant pour les besoins pendant toute la durée du chantier au frais du compte prorata.

A noter que les entreprises devront obligatoirement organiser le tri sélectif des déchets qu'elles produisent. Le nombre de bennes, ainsi que leur type, mis en oeuvre sera adapté à ce tri sélectif des déchets.

L'enlèvement des gravats et de tous débris provenant des travaux sera réalisé au fur et à mesure et au moins à chaque fin de semaine par l'entreprise titulaire du lot GROS-OEUVRE.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - A demander par les entreprises concernées.
- Demandes d'arrêtés - A charge du lot GO
- Autorisations concessionnaires - A demander par les entreprises concernées.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Travaux à proximité du CH : Toutes les dispositions devront être prises pour assurer la continuité de l'activité du CH

Limitation des nuisances (poussières, bruit ...).

Respecter les prescriptions spécifiques pour les travaux de réhabilitation pendant les phases 2.1 et 2.2 (cf. carnet de phasage),

Compte tenu de la proximité de l'hélicoptère il est nécessaire d'avoir un chantier y compris les abords parfaitement propres.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Prévoir un permis de feu pour tous les travaux en zone exploitée

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régis sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Un accès sécurisé sera mis en place et des EPI adaptés seront mis à disposition des visiteurs. Les visites seront encadrées par un intervenant chantier.

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Procédure en cas d'accident corporel:

Appel au secours : ANNEXE 2 Fiche appel en cas d'accident

Les services de sécurité du site devront être immédiatement prévenu.

En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours,

Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.

Avertir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.

Uniquement si vous êtes secouriste, faites les premiers gestes qui peuvent sauver.

En cas d'alerte incendie évacué par les escaliers de secours

Matériel de secours:

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à compléter régulièrement. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousses sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des escaliers d'évacuations.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles mettent en oeuvre en cas d'accident.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

A définir au début du chantier avec le personnel de secours.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 80/MONTDIDIER/CONST IRM

Adresse : 25 RUE AMAND DE VIENNE 80500 MONTDIDIER

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A définir au début du chantier avec le personnel de secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP